

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse

Bar-le-Duc, le 2 février 2024

Division de Bar-le-Duc

14 rue Antoine Durenne

Parc Bradfer _ CS 70542

55 013 Bar-le-Duc Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 janvier 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EUROVIA LORRAINE

CSP DE NORROY-LE-VEEUR

BP 40629

57 146 Woippy

Références : CL/37-2024

Code AIOT : 0006207992

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 janvier 2024 dans l'établissement EUROVIA LORRAINE implanté : En face le Rond Poirier – 55 400 Étain. L'inspection a été annoncée le 15 janvier 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROVIA LORRAINE
- En face le Rond Poirier – 55 400 Étain
- Code AIOT : 0006207992
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Eurovia exploite sur le territoire de la commune d'Étain, une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires, une installation de concassage et criblage de matériaux et une station de transit de produits inertes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
1	Profondeur extraction	Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 11.2	Demande d'action corrective	30 jours
2	Fronts de taille	Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 11.3	Demande d'action corrective	30 jours
3	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 13.2	Demande d'action corrective	30 jours
8	Mesures de réduction	Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 14.12	Demande d'action corrective	30 jours
9	Traçabilité des apports de déchets inertes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 15.3.4	Demande d'action corrective	30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Décanteur	Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 14.2	Sans objet
5	Eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 14.3	Sans objet
6	Rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 14.6.4	Sans objet
7	Retombées poussières	Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 14.6.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour du contrôle, l'exploitant n'était pas en mesure de produire le plan topographique mis à jour. Le plan transmis ne comportait ni les cotes ni les éléments prévus réglementairement. De ce fait, certains points de contrôle ne pouvaient pas être vérifiés.

L'exploitant n'a pas été en mesure de prouver la mise en œuvre des mesures de réductions relatives à l'avifaune.

Le maillage pour la traçabilité des apports externes est bien prévu sur les différents documents (plan, bordereaux), mais le jour du contrôle, aucune matérialisation n'était présente sur le terrain. Ce constat permet de douter de la concordance entre la situation documentaire et la situation réelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Profondeur extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 11.2
Thème(s) : Situation administrative, Profondeur d'extraction
Prescription contrôlée : Aucune extraction ne peut être réalisée au-dessous de la cote minimale d'extraction de 212 m NGF.
Constats : Le jour du contrôle, ce point n' a pas pu être confirmé. Le plan topographique présenté indiquait le point bas à 219 mètres, mais ce plan n'était pas à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre sous 30 jours le plan topographique à jour permettant de contrôler la cote NGF du point bas du site et s'assurer que cette côte est respectée à tout moment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Fronts de taille

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 11.3
Thème(s) : Risques chroniques, Fronts de taille
Prescription contrôlée : [...] L'exploitation de la carrière doit satisfaire aux conditions suivantes : la hauteur des gradins est limitée à 4 mètres pour le front supérieur (plaquettes) et 10 mètres sur le front inférieur (massif).
Constats : L'inspection avait transmis cette demande par mail à l'exploitant en amont du contrôle afin que ce dernier puisse préparer les éléments documentaires.

<p>Par mail du 22 janvier, l'exploitant a envoyé un plan à l'échelle 1/1000^{ème} créé le 29 mars 2022 et modifié le 15 février 2023. Il ne précise aucune cote.</p> <p>Lors du contrôle sur le terrain, les gradins semblaient respecter les hauteurs définies par cette prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre sous 30 jours le plan topographique à jour permettant de s'assurer de cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 3 : Registres et plans

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 13.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Plan topographique</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour le plan topographique au 1/2 000^{ème} de son exploitation au moins une fois par an au cours du mois de septembre. Le plan ainsi mis à jour est transmis au plus tard le 15 octobre de chaque année à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection avait transmis cette demande par mail à l'exploitant en amont du contrôle afin que ce dernier puisse préparer les éléments documentaires.</p> <p>Par mail du 22 janvier, l'exploitant a envoyé un plan à l'échelle 1/1000^{ème} créé le 29 mars 2022 et modifié le 15 février 2023. Ce plan ne précise aucune cote, et ne répond pas à la prescription contrôlée.</p> <p>Le plan n'est pas transmis dans les délais précisés par l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le plan topographique à jour. Ce plan doit comporter l'ensemble des éléments prévus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 4 : Décanteur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 14.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien décanteur</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Elle est équipée d'un décanteur-déshuileur et est positionnée sur la zone vouée aux infrastructures de la carrière. Cet équipement fait l'objet d'un entretien régulier. [...]</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'inspection avait transmis cette demande par mail à l'exploitant en amont du contrôle afin que ce dernier puisse préparer les éléments documentaires.</p> <p>Par mail du 22 janvier, l'exploitant a envoyé sa dernière facture d'entretien du décanteur-déshuileur. Cette facture précise que les travaux ont été réalisés le 27 juin 2018.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est libre d'établir un planning d'entretien de son décanteur-déshuileur. Toutefois, il semble que l'entretien soit fait de manière aléatoire.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une procédure de contrôle du décanteur-déshuileur dont l'objectif est de lui permettre d'identifier la fréquence d'entretien du système.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Eaux superficielles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 14.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance qualitative annuelle des eaux superficielles constituées des eaux d'exhaure et des eaux de surface au cours de l'extraction.</p> <p>Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <p>Paramètres suivis Valeurs limites</p> <p>Température inférieure à 30 °C</p> <p>pH compris entre 5,5 et 8,5</p> <p>Matières en suspension totales (MEST) 35 mg/l (norme NF T 90 105)</p> <p>Demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) 125 mg/l (norme NF T 90 101)</p> <p>Hydrocarbures 5 mg/l (norme NF T 90 114)</p> <p>Modification de couleur du milieu récepteur 100 mg Pt/l.</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>Les résultats de ces analyses sont transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau qui peut demander des contrôles supplémentaires, au plus tard dans le mois qui suit la réalisation des prélèvements d'échantillons.</p> <p>Tous les résultats sont accompagnés des commentaires de l'exploitant résultant de leur interprétation ainsi que de propositions éventuelles de correction des écarts constatés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection avait transmis cette demande par mail à l'exploitant en amont du contrôle afin que ce dernier puisse préparer les éléments documentaires.</p> <p>En réponse, par mail du 22 janvier, l'exploitant a précisé qu'il n'y avait pas de rejet aqueux sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées invite l'exploitant à déposer auprès de la préfecture de la Meuse une demande de modification de son arrêté préfectoral d'autorisation. Cette demande devant comporter les éléments permettant de justifier la suppression de cet article.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Rejets à l'atmosphère

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 14.6.4</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
<p>Prescription contrôlée : Les rejets d'air captés et dépoussiérés font l'objet d'un contrôle au moins annuel par un organisme extérieur agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les concentrations, débit et flux de poussières sont mesurés.</p> <p>Les points d'émission, objet de ces contrôles, sont accessibles aux fins des analyses.</p> <p>Les contrôles des rejets de poussières, effectués selon la norme NF X 44-052 (2002) pour les mesures de concentrations de poussières supérieures à 50 mg/m³, et la norme NF EN 13284-1 (2002) pour celles inférieures à 50 mg/m³, sont réputés garantir le respect des exigences réglementaires définies au sous-article 14.6.2 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>En réponse par mail du 22 janvier, l'exploitant a précisé qu'il n'avait pas de rejet capté sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées invite l'exploitant à déposer auprès de la préfecture de la Meuse une demande de modification de son arrêté préfectoral d'autorisation. Cette demande devant comporter les éléments permettant de justifier la suppression de cet article.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Retombées poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017 , article 14.6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées poussières
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions et retombées de poussières engendrées par l'exploitation des installations autorisées par le présent arrêté.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure, leur nombre ainsi que les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les campagnes de mesures durent trente jours et sont réalisées tous les ans en période de plein fonctionnement des installations.</p> <p>Une première campagne de mesures effectuée avant le début effectif des travaux d'exploitation de la carrière, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées, dans le respect de la norme NF X 43-014 (2003) Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à respecter dans l'environnement du site est au maximum en poussières totales de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en dehors des limites de propriété de l'exploitation sous les vents dominants.</p> <p>En cas de dépassement de cet objectif, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au sous-article 14.6.6 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
Constats :

<p>L'inspection avait transmis cette demande par mail à l'exploitant en amont du contrôle afin que ce dernier puisse préparer les éléments documentaires.</p> <p>En réponse par mail du 22 janvier, l'exploitant a envoyé les deux dernières années de sa surveillance. La première réalisée du 4 octobre au 3 novembre 2022. Cette période a été assez pluvieuse au regard du reste de l'année, donc parmi les moins représentatives du point de vue météorologique. Les valeurs limites sont respectées.</p> <p>La surveillance du 7 septembre au 6 octobre 2023 (29 jours) plus clémente d'un point de vue précipitations respecte le seuil. Toutefois l'échantillon C n'a pas été analysé du fait de la présence d'algues odorantes en abondance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Mesures de réduction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 14.12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures ERC</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les mesures de réduction suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> • MR1: mesure relative à la période de reproduction notamment des oiseaux en nidification : Lors de l'avancement de l'exploitation, la réalisation de travaux détruisant les cultures est évitée pendant la période de reproduction (avril à juillet) afin de ne pas détruire les éventuelles nichées présentes dans la zone d'extension du projet. • MR2 : mesure relative au maintien de l'habitat du Busard Saint-Martin (<i>Circus Cyaneus</i>) et du Pipit Farlouse (<i>Anthus Pratensis</i>). La remise en état de la carrière est effectuée au fur et à mesure afin de maintenir les habitats se rattachant aux cultures durant l'activité de celle-ci.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection avait transmis cette demande par mail à l'exploitant en amont du contrôle afin que ce dernier puisse préparer les éléments documentaires.</p> <p>En réponse par mail du 22 janvier, l'exploitant a envoyé une procédure, mais aucun élément permettant de justifier du respect de la mesure MR1.</p> <p>La mesure MR2 a pu être vérifiée sur le plan topographique de 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre sous 30 jours les éléments permettant de justifier du respect de cette prescription (par exemple : PV de réalisation des travaux détruisant des cultures).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 9 : Traçabilité des apports de déchets de matériaux inertes extérieurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2 mars 2017, article 15.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets inertes</p>
<p>Prescription contrôlée : Chaque apport (chaque camion, ...) de matériaux extérieurs est accompagné d'un bordereau de suivi en double exemplaire qui indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sa provenance et le propriétaire d'origine, • sa quantité exprimée en unité de masse, • sa nature,

- les moyens de transports utilisés,
- le nom et l'adresse du transporteur,
- la date de son enlèvement de son lieu d'origine,
- la date d'arrivée à la carrière.

Ce bordereau est complété par l'indication de l'endroit de l'enfouissement en référence au plan maillé ci-après défini.

L'exploitant établit un plan maillé 25 mètres par 25 mètres de son exploitation permettant de localiser les déversements de remblai.

Un exemplaire de ce plan est remis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau.

Des bornes ou d'autres indications sont mises en place sur le terrain permettant d'établir la correspondance avec le plan maillé.

Ces données seront archivées dans deux classeurs ou registres strictement actualisés. Un classeur sera conservé sur le site, l'autre sera conservé dans un autre endroit.

Le déversement direct des matériaux extérieurs dans la cavité est interdit. Ces matériaux sont préalablement à leur enfouissement, étalés et restent ainsi en place pendant 48 heures, de façon à ce que l'exploitant, l'inspection des installations classées ou les représentants des organismes publics en charge de la qualité des eaux puissent en vérifier la nature et la conformité au regard des bordereaux de suivi.

L'exploitant interdit tout remblai sauvage.

Constats :

Le jour du contrôle, l'exploitant a précisé que les apports étaient gérés par des bordereaux papier, ensuite ces bordereaux sont repris pour mettre en place un suivi informatique (fichier Excel).

Au hasard, le bordereau n°1547 du 15 février 2023 a été contrôlé (papier et informatique).

L'ensemble des éléments devant figurer sur le bordereau sont présents à l'exception de l'adresse du transporteur. Toutefois, celle-ci figure se retrouve sur d'autres documents de l'exploitant.

Sur site, l'exploitant n'a pas mis en place d'élément permettant d'établir la correspondance entre le terrain et le plan maillé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour une meilleure lisibilité lors des contrôles et bilans annuels, l'inspection invite l'exploitant à préciser le tonnage total sur le suivi informatique. Par exemple pour le bordereau n°1547, il est considéré 5 tours de 8 x 4 (17t). L'exploitant a précisé qu'il s'agissait de 5 déchargements de 17 tonnes. Il convient alors de préciser que le bon n°1547 représente au total 85 tonnes.

L'exploitant doit par ailleurs s'assurer de la bonne mise en place de bornes ou autres indications sur le terrain permettant d'établir la correspondance avec le plan maillé. L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs de l'action corrective mise en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours